

Audience publique du 13 février 2012

Recours formé
par l'association sans but lucratif LUX ICE EMOTION a.s.b.l., Luxembourg,
contre une décision du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg,
en matière de mise à disposition d'installations sportives

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 28348 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 5 avril 2011 par Maître Rhett SINNER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'association sans but lucratif LUX ICE EMOTION a.s.b.l., établie et ayant son siège statutaire à L-1244 Luxembourg, 66 rue Jean François BOCH, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions sinon par tout autre organe statutaire légalement habilité à cet effet, inscrite au RCS de Luxembourg sous le numéro F.7886, et tendant à l'annulation d'une décision du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg du 6 janvier 2011, portant refus de lui mettre à disposition de 12 heures de glace par semaine à la patinoire de Kockelscheuer afin de permettre à ses membres de pouvoir s'entraîner utilement ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Carlos CALVO, demeurant à Luxembourg, du 6 avril 2011, portant signification de ce recours à l'administration communale de la Ville de Luxembourg ;

Vu la constitution d'avocat à la Cour déposée au greffe du tribunal administratif en date du 20 mai 2011 par Maître Michel SCHWARTZ, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de la Ville de Luxembourg ;

Vu la constitution de nouvel avocat de Maître Andrea SABBATINI en remplacement de Maître Rhett SINNER déposée au greffe du tribunal administratif le 25 janvier 2012 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Andrea SABBATINI en ses plaidoiries et Maître Michel SCHWARTZ en ses explications à l'audience publique du 30 janvier 2012.

L'association sans but lucratif LUX ICE EMOTION a.s.b.l., constituée en date du 17 février 2009 et ayant pour but notamment, aux termes de ses statuts, d'assurer « *la promotion des sports de glace au Luxembourg selon les règles de l'amateurisme et notamment le patinage sur glace individuel et figuratif* », s'adressa en date du 23 septembre 2010 à la Ville de Luxembourg afin de se voir accorder le droit d'accéder à la patinoire rénovée sise à

Kockelscheuer pour une plage horaire de 12 heures hebdomadaires notamment afin de permettre les entraînements de ses membres.

Par courrier du 12 octobre 2010, le collège des bourgmestre et échevins, sous la signature du bourgmestre, offrit à l'association sans but lucratif LUX ICE EMOTION a.s.b.l., ci-après « LUX ICE EMOTION », des heures non occupées les matins, à condition toutefois que LUX ICE EMOTION prenne en charge les coûts supplémentaires occasionnés par ces heures de glace.

Par courrier de son mandataire du 11 novembre 2011, LUX ICE EMOTION rejeta cette proposition, en se référant notamment au fait qu'un club concurrent, le CLUB GRAND HIVERSPORT, se serait vu accorder 50 heures de glace, et maintint sa demande tendant à se voir accorder 12 heures de glace par semaine, à des horaires plus adaptés, et ce au même tarif que celui accordé au CLUB GRAND HIVERSPORT, tout en sollicitant une nouvelle répartition des heures entre les différents clubs intéressés.

Ce courrier fit l'objet d'un accusé de réception en date du 16 novembre 2010 de la part de l'administration communale de la Ville de Luxembourg.

Suite à un rappel adressé en date du 4 décembre 2010 à la Ville de Luxembourg par le mandataire de LUX ICE EMOTION, le collège des bourgmestre et échevins, sous la signature du bourgmestre, refusa par courrier du 6 janvier 2011 de faire droit à sa demande, tout en maintenant sa proposition telle que figurant dans son courrier du 12 octobre 2010.

Par requête déposée le 5 avril 2011, inscrite sous le numéro 28348 du rôle, LUX ICE EMOTION a introduit un recours en annulation contre ce refus.

Il y a lieu de relever d'abord que la Ville de Luxembourg n'a pas fourni de mémoire en réponse en cause dans le délai légal bien que la requête introductive lui ait été valablement signifiée par exploit d'huissier en date du 6 avril 2011. Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le tribunal statue néanmoins à l'égard de toutes les parties, même si la partie défenderesse n'a pas comparu dans le délai prévu par la loi.

Aucune disposition légale ne prévoit de recours au fond en cette matière de sorte que seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision déférée au tribunal.

Ledit recours en annulation est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Quant au fond, LUX ICE EMOTION entend en premier lieu se prévaloir de la violation de l'article 10bis de la Constitution. Elle donne à considérer qu'à lire la décision attaquée, il en ressortirait que le collège échevinal lui opposerait que la mise à disposition des 12 heures de la patinoire serait impossible au motif que le public paie pour la mise à disposition de toute la patinoire et non seulement une partie. Or, la demanderesse est d'avis qu'il y aurait là manifestement violation de l'article 10bis de la Constitution, alors que par ce motif le collège échevinal instituerait une distinction respectivement une discrimination entre usagers de la patinoire qui paient un droit d'entrée et ceux qui souhaitent bénéficier d'un droit d'accès par l'intermédiaire de leur club de sport de glisse constitué sous forme d'association sans but lucratif.

Or, si le principe d'égalité devant la loi peut certes souffrir d'exceptions, il serait toutefois exigé que les distinctions opérées reposent sur des disparités objectives, qu'elles soient rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées à leur but. En l'espèce, LUX ICE EMOTION, après avoir relevé que la patinoire incriminée appartiendrait à la Ville de Luxembourg et se trouverait être financée par les impôts perçus par cette dernière, estime que la Ville de Luxembourg créerait et imposerait des discriminations qui ne rempliraient pas les conditions cumulatives permettant de déroger au principe de l'égalité devant la loi.

A ce sujet, elle expose que le CLUB GRAND HIVERSPORT LUXEMBOURG disposerait quant à lui d'un accès bien plus élargi, tout comme le club de hockey sur glace TORNADO LUXEMBOURG ; aussi, la Ville de Luxembourg, en imposant aux membres de LUX ICE EMOTION d'avoir accès à la patinoire à des créneaux horaires où manifestation ces derniers ne pourraient s'y rendre, aurait institué des discriminations pourtant prohibées par la Constitution car n'étant pas justifiées ni justifiables mais aussi non objectives, les membres de LUX ICE EMOTION étant obligés de s'entraîner à la patinoire de Metz soit à plus de 75 km et ce alors que la fréquentation de la patinoire de Kockelscheuer permettrait un aménagement convenable des créneaux horaires permettant à tous les clubs de sport de glisse de pouvoir en profiter pleinement.

LUX ICE EMOTION estime ensuite, en second lieu, que la décision attaquée violerait encore la liberté d'association telle que consacrée à l'article 24 de la Constitution.

A cet égard, elle donne à considérer que la décision attaquée se réfère au courrier lui adressé en date du 12 octobre 2010 par le collège échevinal, courrier dans lequel le collège échevinal reprocherait à ses membres fondateurs de ne s'être renseignés avant la création de l'association si la commune disposait et pouvait mettre à disposition les locaux nécessaires au plein épanouissement de ses membres. Or, elle estime qu'admettre pareil raisonnement reviendrait tout simplement à nier purement et simplement le droit à la liberté d'association tel que consacré à l'article 24 de la Constitution, LUX ICE EMOTION estimant en effet qu'il serait irrelevant de savoir si oui ou non les infrastructures dont la commune disposait avant la constitution de l'association étaient suffisantes ou non, ses membres fondateurs pouvant légitimement fonder leur association sans devoir se préoccuper au préalable de la question des infrastructures et de l'existence d'un ou plusieurs autres clubs sportifs ayant la même finalité sportive, alors qu'admettre une telle position reviendrait dans ces conditions à considérer « *qu'il y aurait trop de clubs de football, de basket, et autres au pays et reviendrait à nier la liberté d'association de tout citoyen* ».

LUX ICE EMOTION en conclut que ce serait pour l'ensemble de ces raisons qu'il y aurait lieu à annulation pure et simple de la décision déférée.

En ce qui concerne le premier moyen de LUX ICE EMOTION, basé sur une violation de l'article 10bis, paragraphe 1^{er}, de la Constitution, lequel dispose que « *Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi* », il y a lieu de souligner que pour qu'il y ait violation de ce principe, il faut de prime abord qu'il y ait une différenciation opérée par la loi, c'est-à-dire par une norme à portée générale, qu'elle soit de nature légale, réglementaire ou autre.

Or, en l'espèce, il n'appert pas que la Ville de Luxembourg ait édicté une quelconque norme ou réglementation qui opérerait une différenciation, voire une discrimination dont LUX ICE EMOTION ferait les frais, la seule réglementation connue du tribunal, à savoir la

décision du collège échevinal du 18 octobre 2007, par laquelle ledit collège échevinal a approuvé la mise à disposition d'heures de glace, les clubs de glace bénéficiant ainsi de 42 heures/semaine de mise à disposition gratuite, et de 8/heures semaine moyennant une redevance de 50 euros/heure, n'apparaît pas comme instaurant une quelconque discrimination, ladite décision non seulement ayant été prise à l'époque au vu des clubs de glace établis alors sur le territoire de la Ville de Luxembourg, réunis au sein de l'association CLUB GRAND HIVERSPORT Luxembourg - la décision mentionnant d'ailleurs explicitement approuver la nouvelle grille de mise à disposition d'heures de glace compte tenu des sections existantes du CLUB GRAND HIVERSPORT, c'est-à-dire à une époque où LUX ICE EMOTION n'avait pas encore été constituée, l'association n'ayant en effet été constituée qu'en date du 17 février 2009, mais étant encore formulée de façon générale, de sorte à concerner tous les clubs de glace opérant à l'époque sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Si la Ville de Luxembourg peut certes se voir actuellement reprocher de vouloir maintenir et appliquer une règle prise en fonction d'une situation de fait donnée mais actuellement dépassée, et ce d'autant plus que ladite décision du collège échevinal n'avait, tel que constaté ci-dessus, pas vocation à s'appliquer au-delà de la situation ayant existé alors en octobre 2007 - l'avis du service des sports annexé à ladite décision prévoyant d'ailleurs explicitement la nécessité d'une nouvelle répartition des heures disponibles au vu de l'admission du club de patinage de vitesse, répartition sur base d'un arrangement équitable entre les différents clubs, *«faute duquel la Ville serait obligée de trancher en attribuant directement les heures de glace aux différents clubs»* -, de sorte que c'est à tort que la Ville de Luxembourg refuse implicitement de procéder à une réévaluation de la situation et, le cas échéant, à une redistribution des heures de glace disponibles, force est toutefois de constater que la partie demanderesse, en l'état actuel de ses moyens et au vu du contenu de la requête introductive d'instance, n'a pas soutenu de tel moyen ; or, il n'appartient pas au tribunal de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions.

En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle il existerait une discrimination entre usagers de la patinoire qui paient un droit d'entrée et ceux qui souhaitent bénéficier d'un droit d'accès par l'intermédiaire de leur club de sport de glisse constitué sous forme d'association sans but lucratif, il convient de souligner que, comme relevé ci-avant, si l'article 10bis de la Constitution exige certes que tous ceux qui se trouvent dans la même situation de droit et de fait doivent être traités de façon identique, il ne prohibe cependant pas les distinctions - objectivement justifiées - entre différentes catégories de personnes¹. En d'autres termes, le principe d'égalité de traitement est compris comme interdisant le traitement de manière différente des situations similaires, à moins que la différenciation ne soit objectivement justifiée.

En l'espèce, à supposer qu'il y ait une différence de traitement telle qu'alléguée par la demanderesse, celle-ci existerait non pas entre des personnes se trouvant dans la même situation de droit et de fait, mais entre des catégories différentes de personnes, à savoir entre les usagers à titre individuel de la patinoire, qui paient personnellement leur droit d'accès à la patinoire, et les membres de clubs de glace locaux, qui ne paient pas de droits d'entrée : il s'ensuit que s'agissant de catégories de personnes différentes le principe d'égalité ne trouve pas à s'appliquer.

¹ Trib. adm., 1^{er} juillet 1999, n°10868, Pas.adm. 2010, V° Lois et règlements, n° 8.

En ce qui concerne le second moyen de la demanderesse, tiré d'une violation de la liberté d'association, il convient de prime abord de souligner que contrairement à la base légale indiquée par LUX ICE EMOTION, il ne s'agit pas de l'article 24 de la Constitution qui consacre la liberté d'association - l'article 24 consacrant la liberté d'opinion et de presse - mais l'article 26, libellé comme suit : « *La Constitution garantit le droit d'association, dans le respect des lois qui règlent l'exercice de ce droit, sans pouvoir le soumettre à une autorisation préalable* ».

Or, en l'espèce, il n'appert pas que la décision déférée de la Ville de Luxembourg ait d'une quelconque façon entravée la liberté d'association de LUX ICE EMOTION, ladite décision étant d'ailleurs intervenue après la constitution de LUX ICE EMOTION. Si la Ville de Luxembourg a certes, dans son courrier du 12 octobre 2010, reproché à LUX ICE EMOTION, respectivement à ses membres fondateurs, de ne pas s'être enquis, avant sa constitution, des possibilités effectives d'exercer des sports de glace sur le territoire de la ville (« *S'il est exact que la Ville ne peut pas limiter le droit d'association sur son territoire, elle doit en revanche être libre de décider sur les modalités relatives à la mise à disposition des infrastructures lui appartenant. Or, il s'avère qu'en ce qui concerne l'association LUX ICE EMOTION, elle a été placée devant un fait accompli sans avoir été consultée au préalable sur la possibilité et les modalités d'implantation d'un club de patinage artistique supplémentaire sur son territoire. Vous conviendrez avec nous qu'il s'agit en l'occurrence d'une activité sportive nécessitant une infrastructure spéciale et non disponible, voire extensible à volonté, et qu'il ne pourra être procédé ni à une réduction des heures dont dispose le club CHL, ni de celles réservées au public* »), il ne s'agit là ni d'une condition imposée par la Ville de Luxembourg, ni d'un motif de refus, mais simplement d'un constat de bon sens, découlant d'une part de la réalité factuelle que les infrastructures de patinage ne sont pas extensibles à volonté et d'autre part de la réflexion qu'il aurait été plus avisé de la part de LUX ICE EMOTION de se renseigner sur les disponibilités réelles avant de recruter des membres payants intéressés par la pratique des sports de glace.

Il se dégage dès lors de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'en l'état actuel du dossier et compte tenu des seuls moyens figurant dans la requête introductive d'instance, le tribunal ne saurait utilement mettre en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision déférée.

Il s'ensuit que le recours sous analyse est à rejeter comme non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond le déclare non justifié et en déboute ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 13 février 2012 par :

Marc Sünner, vice-président,
Claude Fellens, premier juge,
Thessy Kuborn, juge

en présence du greffier Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 13.2.2012
Le Greffier du Tribunal administratif